



## Europe & industrie

Le dogme de la concurrence libre et non faussée a empêché la coordination de toute politique économique ou sociale. La crise économique fait apparaître la nécessité d'une véritable politique industrielle européenne.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

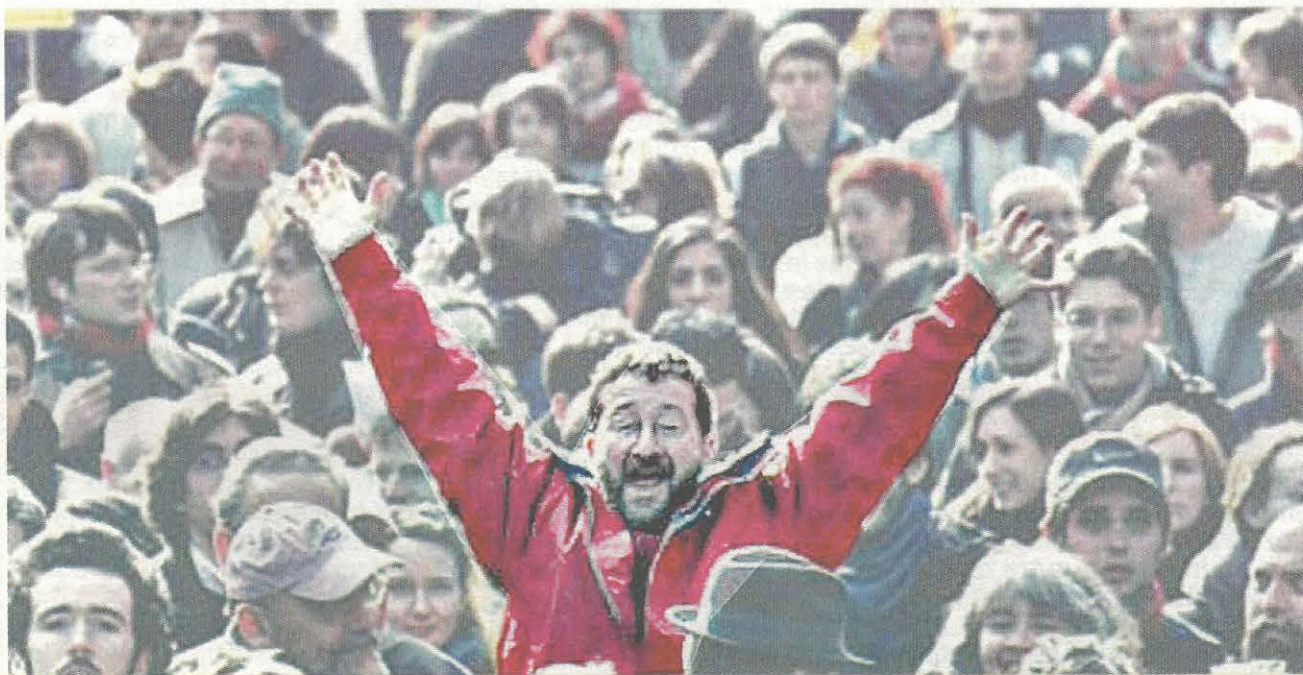
Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 868

26 mars 2009

prix : 0,70 €

# Et là ? Tu m'vois !



**Plus de 100 000 manifestants  
en Loire-Atlantique**

### ■ Scandaleux!

Alors que le débat traverse même la majorité, le gouvernement re-refuse de revenir sur le bouclier fiscal qui protège les plus riches.

P 2

### ■ 19 MARS

75 000 manifestants à Nantes, plus de 20 000 à Saint-Nazaire, plus de 4 000 à Ancenis... La Loire-Atlantique a connu une journée de mobilisation historique.

P 3

### ■ Femmes & Solidaires

Plusieurs initiatives en Brière pour célébrer la journée internationale des femmes et donner de la force au combat toujours d'actualité pour les droits des femmes

P 5

### ■ Un monde dérégulé

L'écrivain Amin Maalouf revient avec un essai brillant et grave intitulé « Le dérèglement du monde »

P 6

### ■ Transports

Le désengagement de l'Etat fait peser une charge supplémentaire sur les transports de l'agglomération nantaise, le point avec Yann Vince, Vice Président de Nantes Métropole



P 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00  
ou [nlapublicite@orange.fr](mailto:nlapublicite@orange.fr)



# L'actualité politique...

## EN BREF

### 3 Millions de manifestants...

...Et Sarkozy qui annonce seulement « d'évaluer l'impact » de toutes les mesures prises après la mobilisation du 29 Janvier, et ce... « avant l'été ». Pourquoi l'été? Pour se donner bonne conscience avant ses vacances de milliardaires?

### LES FRANÇAIS DANS LA RUE



### Lucidité

Tandis que Jean-François Copé demande aux syndicats de rester « lucides » face à la crise, Fillon demande aux français d'attendre que les aides décidées par l'État « produisent des effets ». Et si c'était précisément la lucidité qui invitait les salariés à exiger du pouvoir de droite qu'il mette un terme à sa politique de casse dont les chômeurs, les assurés sociaux et les retraités mesurent parfaitement les effets depuis maintenant plusieurs années.

### Politique de l'autruche

Tandis que l'ensemble du gouvernement se montre sourd aux exigences sociales, Christine Lagarde ouvre un œil après avoir joué à l'aveugle face à la crise. La preuve par la nouvelle note de conjoncture de l'INSEE. Lagarde, forcée d'admettre enfin que la France est entrée en récession prévoit - 1,5% de croissance pour l'année. C'est ce que prévoit l'INSEE pour le premier trimestre pour finir l'année à -2,9%. De la même manière, alors que Lagarde annonce 330 000 destructions d'emplois pour l'année, l'INSEE table sur ce résultat pour le 1er trimestre.

Et il faudrait que les salariés patientent, que les syndicats se montrent « lucides » et que chacun garde confiance dans ce gouvernement?

## Point de vue

par Gilles BONTEMPS



A nouveau, après la réussite du 29 Janvier, le 19 Mars confirme l'ampleur des inquiétudes du monde du travail, de sa colère et de sa mobilisation face à un gouvernement et un patronat qui continuent d'aller plus loin dans les choix qui précipitent actuellement l'économie mondiale dans la crise. Contrairement aux affirmations martelées sur tous les médias selon

lesquelles il n'y aurait plus d'argent pour répondre aux besoins économiques et sociaux en raison de la crise, l'argent continue de couler à flot. Les entreprises du CAC 40 engrangent des bénéfices colossaux, le monde de la finance et de la spéculation continue de prospérer à grand renfort d'argent public.

En réalité, le pouvoir de droite fait le choix de pomper la richesse nationale produite par les salariés pour la mettre toujours plus au service des grands groupes financiers et industriels.

La mobilisation sociale montre que les salariés ne sont pas dupes, ils condamnent ces choix et plus que jamais l'efficacité suppose que l'intervention politique soit à la hauteur des exigences sociales.

Nous nous félicitons de l'appel de l'ensemble des forces de gauche à soutenir la mobilisation du 19

Mars avec une plate forme exigeante notamment en terme d'augmentation de salaires et de protection de l'emploi.

Pour ce qui le concerne, le parti communiste est fortement engagé dans la bataille pour faire reculer la droite, lui disputer le pouvoir et le mettre au service d'une politique de progrès. Il faut donc rassembler.

Mais ces rassemblements politiques et sociaux se heurtent inlassablement aux politiques ultralibérales européennes que les français ont déjà condamnées majoritairement en 2005. Les élections européennes du 7 Juin sont une occasion d'adresser une double sanction aux forces de l'argent en condamnant à la fois la politique Sarkozy/Fillon et les orientations anti-sociales de l'actuelle construction européennes. Il faut en finir avec le dogme de la concurrence libre et non faussée qui développe l'opposition entre les salariés et entre les peuples.

Il faut en finir avec les directives européennes qui visent à marchandiser tous les secteurs de la société. Voilà pourquoi le parti communiste a pris l'initiative, pour ces élections européennes, de proposer avec le Front de Gauche, le rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent donner un coup d'arrêt à ces choix destructeurs et construire une Europe de solidarités de paix et de progrès social. Il s'agit maintenant de donner de la force à ce rassemblement. C'est un moyen de prolonger les luttes politiques et sociales qui ont eu lieu en Europe ces dernières années.

Pour faire reculer la droite et lui disputer le pouvoir, il faut rassembler !

## Abolir les privilèges

Préserver les revenus des plus riches : si le credo n'est pas nouveau - Villepin avait inventé le bouclier fiscal en 2005 permettant de sanctuariser 40 % du revenu des ménages les plus riches - il devient choquant, voire insultant pour toutes celles et tous ceux qui essaient de survivre dans la période actuelle. Ainsi, Sarkozy avait-il, dès son arrivée, fait légiférer les députés à sa botte afin de préserver 50 % des revenus les plus riches !

Tandis que se multiplient les licenciements boursiers, que Total supprime 555 emplois alors qu'il affiche un record de bénéfices (près de 14 milliards d'euros), que Parisot et le Medef étalent l'arrogance

du patronat, la proposition des sénateurs communistes de supprimer le bouclier fiscal, mesure pour le moins de salubrité publique par les temps qui courent, cette proposition choque nos gouvernants. Le président du groupe UMP à l'Assemblée a même cru bon de déclarer à ceux, qui y compris dans son camp (Méhaignerie...), proposaient de taxer exceptionnellement les foyers déclarant plus de 300 000 euros de revenus : « en temps de crise, on a besoin de gens fortunés ». Cela rappelle l'« enrichissez-vous ! » du ministre Guizot adressé à la bourgeoisie en 1837, dans un temps où les enfants de dix ans poussaient des chariots dans les mines.

Aujourd'hui, c'est du balcon de Neuilly que la bourgeoisie nargue les sept millions de pauvres et les



files de chômeurs qui s'allongent au rythme des licenciements boursiers. Le bouclier fiscal, c'est 458 millions d'euros redistribués à 14 000 contribuables, soit une moyenne de 33 000 euros pour chacun des grands privilégiés. Sarkozy a rétabli les privilèges en faveur des plus fortunés. La richesse s'étale impunément dans notre pays. Ainsi, alors que d'aucuns prédisent la

faillite, une récente étude de l'INSEE montre que le patrimoine national atteint 12 513 milliards d'euros ! De l'argent, il y en a pour satisfaire les revendications sociales qui se sont exprimées dans la rue le 19 mars. Moraliser le capitalisme est un slogan chimérique. Moraliser la vie publique est par contre à notre portée. C'est ce que proposent les communistes.

## De vous à moi...

Vous avez aimé Jean-Paul II, vous adorerez Benoît XVI! Les communistes français, c'est connu, sont farouchement attachés à la laïcité, dès lors, ils respectent les cultes et les croyances de chacun. Pas d'animosité envers les catholiques donc, parmi lesquels ils comptent de nombreux camarades et amis. Mais il faut bien reconnaître que le nouveau pape semble déterminé à rentrer dans le top 10 des personnages les plus détestables de la planète. En quelques mois à peine, il a rempli un sacré tableau de chasse. D'abord en réintégrant plusieurs évêques révisionnistes qui persistent et signent dans leur négation de l'existence des chambres à gaz et contestent l'ampleur des persécutions subies par les juifs pendant la seconde guerre mondiale.

Comme si ce n'était pas suffisant, son église a procédé rigoureusement à l'excommunication d'une jeune brésilienne de 14 ans qui s'était faite avortée après avoir été victime d'un viol. Et ce à quelques jours de la journée internationale pour les droits des femmes, histoire de marquer le coup. Enfin, il a récemment tenu des propos outranciers accusant le préservatif « d'aggraver le problème » du sida. Déclaration d'autant plus criminelle qu'elle est prononcée en Afrique, sur un continent où 25 millions de personnes sont touchées par le VIH. Non vraiment, un homme sympathique et responsable ce Benoît XVI !!!

AS



# ...en Loire Atlantique.

VITE LU  
VITE DIT

**Les partis de gauche soutiennent la mobilisation syndicale**

A l'occasion de la mobilisation du 19 Mars, c'est l'ensemble des partis de gauche (PCF, PS, NPA, MRC, UDB, Alternatifs, Verts, MRC) qui ont signé un appel sur une plate forme politique exigeante pour soutenir la mobilisation du 19 Mars.

Pour les partis de gauche, « ce n'est pas au monde du travail et à la population de payer la crise.../ Il s'agit donc aujourd'hui d'exiger des augmentations substantielles des salaires, des pensions et minimas sociaux en prenant sur les profits /.../ Nous refusons et nous nous opposons à tous ces licenciements, tout comme nous refusons et nous nous opposons aux dizaines de milliers de dans les services publics ».

**Fin de conflit au port autonome, les portuaires obtiennent des garanties**

Il aura fallu engager le rapport de force et bloquer le port pour que la direction du port examine et prenne en compte les revendications des salariés du port.

Après plusieurs mois de conflit et une nouvelle mobilisation pour que les portuaires obtiennent satisfaction. Pour la CGT Ports et Dock, Yves Thual salue notamment le « maintien en régie au port de tous les personnels exécutants et la création d'une filiale pour l'ingénierie ».

Les Nouvelles de Loire-Atlantique y reviendront dans leur prochaine édition.

## ■ 19 Mars: L'Huma Café prolonge le débat avec J-C Le Duigou

Jean Christophe Le Duigou appelle à « la dispute » pour sortir de la crise

Au lendemain du 19 mars, une centaine de personnes se pressait dans le salon de musique du Lieu Unique de Nantes à l'invitation de Jean Pierre LANDAIS et de son Huma café. Trois questions, parmi beaucoup d'autres, posées par la salle à Jean Christophe LE DUIGOU, secrétaire confédéral de la CGT.

**Vous avez intitulé la rencontre de ce soir « 2009, année terrible » pouvez vous nous expliquer pourquoi ?**



Il faut prendre en compte la profondeur de la crise qui est mondiale. L'INSEE prévoit

que le Produit Intérieur Brut de la France va baisser de 3% cette année. Personne n'a connu une telle récession depuis 1945. 400 000 emplois devraient être détruits au cours du premier semestre... C'est une crise brutale, globale qui risque d'être particulièrement longue si des réponses adéquates ne sont pas apportées. **Il faut un véritable plan de relance. C'est ce que réclament, avec force, les salariés quand ils descendent dans la rue.**

**Ce qui s'est passé aux Antilles est-il exportable en métropole ?**

La Guadeloupe a son histoire et de fortes spécificités que nous ne retrouvons pas chez nous. J'observe d'ailleurs que le mouvement ne s'est pas déroulé de la même manière en Martinique ou à la Réunion... Dans ces conditions, faire croire qu'il suffirait de réaliser un simple « copier coller » pour gagner, c'est faire injure à la réalité. Un dirigeant syndicaliste guadeloupéen me faisait remarquer que, quand le mouvement a démarré en décembre, les revendications concernaient le prix de l'essence et les 200 euros. Beaucoup pensaient alors qu'en quelques jours tout



serait réglé. Si, au départ, les gens avaient su qu'ils allaient faire six semaines de grève générale, y en aurait-il eu beaucoup pour se lancer dans l'aventure ?

**Peut-il y avoir un projet alternatif au capitalisme aujourd'hui ?**

Le 29 janvier comme le 19 mars posent la question de la place du travail dans la société, de sa valeur, de sa rémunération et, comme le montre la plate forme adoptée par nos 8 organisations, les syndicats ont un rôle déterminant à jouer pour sortir de la crise. Mais ce rôle est forcément limité. Quand 78% des gens disent soutenir la journée d'action du 19 mars et que, dans le même temps, 62 % d'entre eux pensent que, pour résoudre la crise, la gauche ne ferait pas mieux que la droite, cela interpelle les politiques. Les partis de gauche multiplient les motions de soutien au mouvement, c'est

bien mais c'est d'autre chose dont nous avons besoin. **Bâtir un projet de société, ce serait une force. Cela ne peut être l'affaire de quelques intellectuels qui l'écriraient sur un coin de table !** Nous avons un urgent besoin de ce que Stéphane Rozès, le directeur du CSA, appelle « la dispute ». Les syndicalistes, sans sortir de leur rôle, peuvent apporter leur contribution à des « disputes » concernant de grandes questions de société. Réfléchir ensemble, par exemple, à ce qui fonde les inégalités, à la question des investissements financiers, matériels, humains avec, par exemple, la mise en place de la sécurité sociale professionnelle que propose la CGT, à une autre répartition des richesses entre le capital et le travail quand on sait que la productivité du travail a augmenté de 4% par an depuis 10 ans...

## ■ Mobilisation monstre en Loire-Atlantique



CGT ? « rien pour les salaires, rien pour les pensions, alors que les profits du CAC 40 continuent de grimper et que le MEDEF applaudit la suppression de la taxe professionnelle ».

Pour la dirigeante syndicale, la mobilisation témoigne de ce que « le gouvernement et le patronat doivent mesurer les attentes sociales et prendre leurs responsabilités ». La preuve par le 19 Mars que « les salariés, les retraités, les jeunes et privés d'emploi se serrent les coudes face au capital, solidaires, unis et déterminés pour gagner ensemble ».

75 000 à Nantes, 25 000 à Saint-Nazaire, 4 000 à Ancenis et plus de 1 000 à Châteaubriant.

**La barre symbolique des 100 000 manifestants est largement dépassée! D'autant plus impressionnant qu'au-delà des salariés en grève, c'est une foule familiale, visiblement peu habituée à manifester qui s'est également mobilisée le 19 Mars.**

Des manifestations qui ont rassemblé très largement dans des cortèges colorés où les pancartes laissaient place à l'inspiration.

Après la grande manifestation du 29 Janvier, la fermeté du gouvernement et son refus d'entendre les exigences sociales ont généré colère et détermination. Que s'est-il passé depuis le 29 interroge Marie-Claude Robin pour l'UD



## L'Écho des européennes

Après le meeting du Zénith de Paris qui a rassemblé plus de 6.000 personnes, les choses sérieuses commencent pour le Front de Gauche. Présence massive le 19 mars dans les manifestations, accélération du rythme des réunions publiques, constitution des listes... Autant de signes qui montrent que la campagne est en train de se lancer.

Les 100.000 manifestants en Loire-Atlantique ont pu en effet croiser sur leur route les premières expressions publiques du Front de Gauche et des partis le composant. C'est à partir du slogan « Unité(s) » dans la rue et dans les urnes et la dénonciation de l'incurie des dirigeants français et européens à répondre à la crise, qu'a commencé la campagne de signature de soutien au Front de Gauche. Des débuts prometteurs qui laissent dire combien l'énorme colère qui transparait des cortèges

peut se transformer en un fort courant de mis à l'index des politiques libérales françaises et européennes.

**La volonté de porter la colère et de se rassembler a aussi traversé une des premières initiatives pour la constitution du Front de Gauche**

organisée à Bouguenais par le Parti de Gauche, avec notamment Jacques Généreux, économiste et tête de liste du Front de Gauche sur la grande région Nord-Ouest. Devant environ 250 personnes, Yann Vince, intervenant pour le PCF, appelait à « reprendre en main notre destin » en s'adressant « à toutes celles et tous ceux qui aspirent à des choix privilégiant l'être humain à l'argent ». **D'autres initiatives vont suivre jusqu'au meeting de la Fête des Nouvelles, le 31 mai, qui réunira Marie-George Buffet et Jacques Généreux.**

Enfin, les communistes sont appelés à valider les propositions de candidatures de leur Parti sur les listes du Front de Gauche. Après avoir décidé lors du congrès de lancer ce Front de Gauche, c'est une nouvelle étape de la mobilisation des communistes pour les élections européennes.





# Le dossier.

## Europe industrielle

**La crise a mis en évidence le besoin d'une réelle politique industrielle européenne.**

A peine intronisé Président de la République, Nicolas Sarkozy s'envolait pour Toulouse rencontrer les syndicats d'EADS. Par cette initiative, il voulait montrer qu'il serait volontaire dans la construction d'une politique industrielle européenne.

On sait aujourd'hui ce qu'il en a été avec la mise en place du plan POWER 8 et son cortège de licenciements et de délocalisations. Malheureusement, ce cas est loin d'être isolé. Il est même symptomatique d'une stratégie européenne ayant comme objectif unique la rentabilité des capitaux. Une stratégie européenne qui a été formalisée au début des années 2000, avec la

« stratégie de Lisbonne » qui voulait faire de l'économie européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde à l'horizon 2010. A un an du terme, on ne peut que constater la faillite de cette straté-

des déréglementations, notamment dans le domaine du marché du travail. C'est de cette stratégie qu'a notamment découlé la tristement célèbre directive Bolkestein. Elle a eu aussi pour consé-

quences une énorme pression sur les salaires, notamment en France et en Allemagne, qui, s'ils ont « permis » de sauvegarder certains emplois, ont été mortifères

pour la croissance, ainsi que pour le développement des capacités humaines. Enfin, en mettant en concurrence les territoires, elle a favorisé le transfert d'emplois des pays développés vers les moyens développés, non au bénéfice de ces der-



niers, mais de ceux des actionnaires. La crise économique que nous connaissons aujourd'hui a mis en évidence du modèle politique dont est issue la stratégie de Lisbonne. Pour une part, les élections européennes vont être le moment pour mettre en débat une politique économique et sociale alternative, dont un des piliers devrait être une politique industrielle novatrice. Dans des domaines telles que

l'automobile ou l'énergie il est possible d'impulser le développement de nouvelles productions comme les énergies ou véhicules propres, en lien avec une hausse des capacités humaines et de nouvelles coopérations entre les Etats, et entre les entreprises. Mais cela nécessite de changer radicalement de critères de gestions et de financements des entreprises. Et notamment d'introduire une sélectivité

du crédit qui privilégierait les investissements utiles, le développement de l'emploi et de la formation.

Enfin, des luttes se développent dans certains grands groupes industriels européens pour défendre les droits de l'ensemble des salariés. Ne serait-ce pas là le chemin pour commencer à mettre en place une véritable Europe sociale, au service de ses citoyens ?

**C'est de la stratégie de Lisbonne qu'à notamment découlé la tristement célèbre directive Bolkestein**

gie pour l'économie européenne. La faute tant aux conceptions qui ont présidé à sa mise en place qu'aux moyens mis en œuvre. Le dogme de la concurrence libre et non faussée a empêché toute coordination des politiques économiques et sociales autres que

### Jacky HENIN

député européen du PCF



**Les états européens semblent incapables de s'accorder sur une même politique de relance. Qu'en pensez-vous ?**

Les différents plans de relance et les initiatives politiques anti crises ont été le fait des gouvernements nationaux. La Commission européenne n'a fait qu'entériner des décisions nationales qui ont souvent passé outre la lettre et l'esprit des Traités européens en matière d'aides publiques aux entreprises, de non respect de la « concurrence libre et non faussée », ou

des normes de déficits publics.

Ainsi le plan anti crise de 200 milliards d'Euros de la Commission européenne n'est pour l'essentielle qu'une collation de plans nationaux.

Au-delà des discours de circonstances sur la moralisation du capitalisme, Sarkozy, comme ses homologues européens et la Commission européenne, présentent des plans de relances qui ne visent que deux objectifs : sauver à coup de milliards publics les finances des riches et accroître la productivité du travail de chaque salarié.

Or augmenter la productivité d'un salarié, c'est l'obliger à gagner moins et en travaillant plus. Cette course à la productivité en Europe non seulement est vaine mais elle alimente de fait

la crise en augmentant la pression sur les salaires.

**Quelle forme pourrait, selon toi, prendre une politique industrielle européenne ?**

Il faut d'urgence en finir avec les politiques de libre échange qui mettent en concurrence les salariés et les territoires au lieu des entreprises. Cela entraîne de prendre d'urgence des mesures européennes sous forme de taxe de protection anti-dumping fiscale, sociale et écologique et de, à nouveau

contrôler et taxer les mouvements de capitaux. Les technologies modernes de l'information, le permettent.

Cela implique de développer une véritable stratégie industrielle européenne, respectueuse de l'environnement, permettant l'aménagement des territoires, le développement de l'emploi, de la formation et de la recherche.

**Il faut d'urgence en finir avec les politiques de libre échange**

## Ils ont dit :

**Christian SAULNIER,**  
Président du groupe communiste à Saint-Nazaire

Airbus semble traverser la crise



mieux que d'autres secteurs d'activités, notamment ceux liés aux biens de consommation comme l'automobile par exemple. Les commandes continuent d'être à un haut niveau, ce qui donne une perspective de plus de 6 années d'activités.

L'A380 s'affirme sur son créneau, ainsi que l'A350, malgré quelques difficultés principalement liées au budget recherche-développement.

Ces deux programmes devraient conforter Airbus dans son rang de 1er constructeur aéronautique mondial devant le Nord américain BOEING.

Pour ce qui concerne le social, l'Europe rêve toujours d'une directive BOLKENSTEIN bis et Airbus entend à sa manière, tant en Alle-

magne qu'en France, des délocalisations massives d'activités. Airbus entend ainsi garder le cœur de production d'un avion, l'assemblage

final et la mise en ordre de vol de tous les produits. Le reste des productions (les copeaux) s'effectuant ainsi dans le cadre de mise en concurrence et de transfert massif d'activité dans des pays à faible coût de main d'œuvre.

L'exemple d'Aérolià à St Nazaire, résultat d'une filialisation décidée par Airbus, devra transférer une partie de sa charge en direction d'une usine créée en Tunisie. Le cercle vicieux transfert, délocalisation, déréglementation, casse du statut est ainsi établi. L'actionnaire peut continuer à affirmer ses exigences, le bras de fer capital travail pour l'instant tourne pour le moment à l'avantage du capital. Mais restons persuadés que le 29 janvier et le 19 mars appelleront d'autres rendez-vous et qu'il faudra bien entendre et prendre en compte le niveau de mécontentement et les exigences. Et notamment celles qui portent un nouveau type de développement à AIRBUS et ailleurs.

**Airbus sans doute un succès commercial européen, mais pour quelle politique sociale ?**



## PRENONS NOTE...

### Total scandale !

Le groupe Total, installé à Donges dans notre département, a annoncé une restructuration de ses activités de raffinage et pétrochimie qui va entraîner 555 suppressions de postes d'ici 2013. Une situation scandaleuse au regard des bénéfices record de l'entreprise : le plus gros profit jamais réalisé par un groupe français, en hausse de 14% sur un an à 13,9 milliards d'euros ! La Seine Maritime serait touchée par ce que la direction qualifie pudiquement « d'ajustement des effectifs ».

### Centres sociaux culturels en péril à Saint-Sébastien

Rien ne va plus chez Trio Plus à Saint Sébastien. L'association qui gère le personnel et le matériel des trois centres socio culturels de la ville ne recevra plus la subvention municipale (315 à 330 000 euros chaque année). Une décision soudaine, prise sans concertation, qui prive 7 salariés de leur emploi sans qu'ils sachent au moment où ces lignes sont écrites où et comment ils seront reclassés. S'ils le sont...

### A Saint-Nazaire, tribunal pour les manifestants

Après l'intervention violente des forces de police durant la manifestation du 29 janvier, quatre manifestants ont été jugés en comparution immédiate. Deux sont toujours incarcérés. Le 10 mars, soutenus par des centaines de personnes indignées, quatre travailleurs et un lycéen sont passés, eux aussi, devant le tribunal. L'un d'entre eux était accusé « d'injure envers le chef de l'Etat » pour avoir brandi une pancarte « casse-toi pauvre con » dans le cortège. Les poursuites ont été abandonnées. Trois manifestants ont été condamnés à 4 mois de prison avec sursis. Un quatrième à 2 mois avec sursis. Yves TUAL responsable CGT du port, a dénoncé une volonté de « bâillonner » toute contestation et « d'intimider les manifestants » à la veille du 19 mars.

### Sami Benméziane déclaré coupable

Un policier avait eu le doigt cassé lors d'une manifestation à l'inspection académique de Nantes. L'instituteur d'Indre a été condamné à 500 euros d'amende avec sursis pour rébellion contre les forces de l'ordre. 2000 euros de dommages et intérêts ont, en outre, été demandés par le tribunal. L'audience sur intérêts civils, fixée au 3 juillet, décidera de la somme en fonction de l'expertise médicale. Le comité de soutien qui a fait signer 27 500 pétitions, s'est dit « rassuré » car l'instituteur pourra continuer d'exercer son métier, la condamnation n'étant pas inscrite au casier judiciaire. Il s'est également déclaré « écoeuré » car « les enseignants n'ont pas agressé de policiers ».

### Ratures en série chez Waterman

Le fabricant de stylos de Saint Herblain a décidé de réduire la production de moitié en organisant la semaine de quatre jours et en fermant le site une semaine par mois. 300 salariés sont concernés sur les 510 que compte l'établissement. Le temps est à « la révolte » constate Jacqueline MORISSON, secrétaire du CE, interviewée dans l'Humanité. Révolte « contre l'injustice sociale » dans une usine qui emploie plus de 60% de femmes qui n'arrivent déjà pas « à joindre les deux bouts ». « Certains croulent sous les millions de dividendes alors que d'autres, comme elles, gagnent après trente ans de boîte à peine 1 200 euros par mois, dont 150 euros d'ancienneté ».

### Victoire du Planning Familial

Devant les protestations venant de tous bords, l'Etat s'est finalement engagé à rétablir la ligne budgétaire du conseil conjugal et familial, à hauteur des crédits alloués en 2008 soit 2,6 millions d'euros. Cette ligne budgétaire avait été diminuée de 42% dans la loi de finances 2009, signifiant la fermeture de beaucoup d'établissements à travers le pays.

## Femmes Solidaires en Brière



« En ce qui concerne la liberté des femmes à disposer de leur corps dont les enjeux renvoient à l'intime, aux valeurs et aux convictions de chacun(e), les acquis ne sont pas immuables et exigent une vigilance de tous les instants... Ces droits n'existent pas dans l'absolu et doivent en permanence être confortés par leur mise en œuvre ». Ainsi s'exprime, non pas une organisation féministe mais le très consensuel Conseil économique, social et environnemental (CESE). C'est pour cette raison qu'à l'occasion du 8 mars, l'association Femmes Solidaires organisait une série d'initiatives en Brière. Vendredi 6 au centre socio culturel de Montoir, rencontre autour des femmes palestiniennes. « Nos sœurs » dira la responsable locale, Marie Christine DELAHAIE qui proposera de visionner un diaporama réalisé dans le camp de Kalandia en Cisjordanie. Des images que « vous ne voyez pas à la télévision » suivies d'une dégustation de plats du moyen orient et d'une vente d'objets artisanaux. A Saint-Joachim, le lendemain, c'est autour des « violences faites aux femmes » que Françoise ROMAND et la sociologue Liza KERIVEL proposaient de réfléchir à partir du livre « Des Equilibres » que cette dernière vient de publier. Mardi 10, enfin, au centre culturel Lucie AUBRAC (« une femme, une résistante » remarquera le maire Sabine MAHE), la municipalité, Femmes Solidaires, sa présidente départementale Lauriane PICAUD et le Mouvement de la Paix organisaient une rencontre débat sur le thème du « droit à la santé des femmes dans un monde de paix ». L'occasion de remarquer que notre pays, longtemps à la pointe de la prévention grâce à la qualité de son service public est, aujourd'hui, la cible de l'économie de marché. Des maternités sont rayées de la carte, les planings familiaux voient leurs subventions réduites de moitié avant leur suppression pure et simple en 2010. 40 ans après mai 68, le droit des femmes à la santé et à pouvoir disposer de leur corps est toujours menacé et exige de nouvelles mobilisations. **Contacts : Femmes Solidaires de Loire Atlantique BP 25, 44570 Trignac.**

## L'hôpital craque de partout

Le projet de loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » est la clef attendue par la droite et les grands patrons. Elle ouvre grande la porte au démantèlement du service public de santé et à sa marchandisation. Tout d'abord, parce qu'elle prévoit l'instauration d'agences régionales de santé aux pouvoirs exorbitants, sans contrôle des élus qui vont ainsi pouvoir fermer et regrouper de nombreux hôpitaux : Ancenis a vu le boulet passer très près !

Ensuite parce que les communautés hospitalières de territoire (CHT) prévues par le texte, sous couvert de « rationalisation » et avec l'alibi de la « sécurité des patients » vont permettre de réduire l'offre de santé publique de proximité. On passerait ainsi de 1500 hôpitaux publics à 300 CHT. Contrairement aux déclarations lénifiantes de Mme BACHELOT, ce projet n'offre aucune garantie quant à l'accès et la continuité des soins : la sacro-sainte liberté d'installation des médecins libéraux n'est pas remise en cause. Dans cette perspective, selon la Fédération Hospitalière de France, 20 000 emplois ne

sont pas financés alors que la part de l'hôpital dans les dépenses de santé est passée de 42% en 1980 à 34% aujourd'hui et que ça craque de partout. Quant aux mesures de santé publique mises en avant dans les déclarations officielles, elles sont réduites à la

portion congrue. La médecine scolaire, la santé au travail, les risques environnementaux n'étant pas de la compétence de la ministre de la santé, ne sont pas traités dans la loi. Vous comprenez pourquoi, nous ne sommes pas prêts de lâcher l'affaire !

Bruno Cassard



## La rue tue

Mi mars, deux sans-abri sont morts dans la rue à Nantes. Le premier, la cinquantaine, a été découvert sans vie dans le cimetière Miséricorde, le second, un autre homme, la quarantaine, a été retrouvé mort dans un squat. Ils n'ont pas été les seuls pendant l'hiver. En décembre, c'est à Rezé qu'un corps était découvert, dans des toilettes publiques. Une deuxième victime succombait alors qu'elle dormait sur un talus à Saint-Sébastien. Fin mars, le plan hivernal prend fin. Les associations tirent la sonnette d'alarme car soixante à cent appels quotidiens

sont reçus au 115. La halte de nuit, qui fait quasiment le plein, baisse le rideau à la fin du mois « Le Prieuré, soit seize places réservées aux personnes de plus de 50 ans, ferme aussi, Et on perd trois chambres d'hôtel » signale Michelle GARRY, directrice de la veille sociale 44. Si la rue tue, elle rend aussi malade. Depuis un an, signale Jean-Yves CRENN, le directeur du foyer Saint-Benoît, « nous disposons de quinze lits, toujours pleins, réservés aux personnes qui rencontrent un problème de santé ».

## Reprise des expulsions locatives : rassemblement à Nantes le 31 mars

C'est la fin de la trêve hivernale et face à la pression des associations qui ont manifesté à Paris samedi 15 mars, Christine BOUTIN promet qu'il n'y aura plus d'expulsions sans solutions alternatives. « Un préfet ne mettra plus à exécution un jugement d'expulsion sans proposer un logement ou un hébergement pour les locataires dans l'impossibilité de payer leur loyer », a précisé la ministre. Une déclaration « trompeuse » selon la CNL quand on sait que « les logements véritablement sociaux représentent moins d'un quart des constructions ». « Scandaleuse » pour la Fondation Abbé PIERRE qui rappelle que l'expulsion de 11 000 personnes sans solutions a été effectuée avec le concours de la police l'an passé (222 dans le parc locatif de l'agglomération nantaise). 221 000 personnes occupent, en France, 500 000 ménages sont en situation d'impayés de loyers. Les associations craignent, dans ces conditions, qu'on propose surtout aux expulsables une solution d'hébergement (accueil temporaire en hôtel ou foyer) et non un logement stable. Le collectif nantais « Un logement pour toutes et pour tous » appelle à un rassemblement mardi 31 mars à 18 heures devant la préfecture.



# Evènements, culture, idées.

## Brillant et grave, un essai de Amin Maalouf « Le dérèglement du monde »

La volonté de connaissance et de compréhension habite Amin Maalouf, l'auteur de *Léon l'Africain* et du *Rocher de Tanios* (prix Goncourt 1993), écrivain libanais qui vit et publie en France depuis 1976. Dans ce nouvel essai, il renvoie dos à dos l'aveuglement et l'épuisement simultanés de la civilisation occidentale et du monde arabe.

Il se penche au chevet de ces deux ensembles culturels qu'il connaît aussi parfaitement l'un que l'autre, analysant d'un côté la perte des valeurs de l'Occident, de l'autre l'indigence morale qui frappe le monde arabe. Il n'y voit pas qu'un dérèglement unique, mais plusieurs, qui concernent aussi bien le climat, l'économie, que la culture.

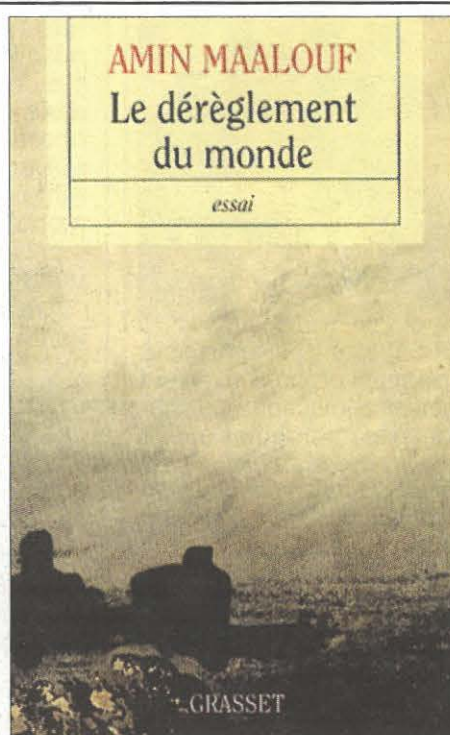
Dans **Le dérèglement du monde**, ce passeur à la croisée des cultures poursuit une réflexion entamée, il y a dix ans, dans **Les identités meurtrières**, titre d'un précédent essai, à travers lequel l'écrivain, riche de ses « appartenances multiples », prônait déjà « l'acceptation de l'autre » comme seule voie possible de cohabitation apaisée entre les différentes « tribus planétaires ».

Dans ce nouvel ouvrage, cherchant à mieux cerner les « origines de la régression qui s'annonce », Amin Maalouf conduit sa réflexion en trois étapes.

• Dans le premier chapitre, les victoires trompeuses, l'essayiste

décortique les raisons qui ont fait que la chute du mur de Berlin et le triomphe du capitalisme occidental, au lieu de mener à « la fin (heureuse) de l'histoire » par l'établissement d'une démocratie planétaire, ont, au contraire, conduit au déclin de l'Occident et à la pire crise de son histoire. En journaliste rigoureux qu'il est resté, Amin Maalouf expose et recoupe les événements déterminants qui, à la fin de la guerre froide, convertiront « un monde où les clivages étaient principalement idéologiques et où le débat était incessant en un monde où les clivages sont principalement identitaires et où il y a peu de place pour le débat ».

• Dans le second volet, intitulé « **Les légitimités égarées** », l'auteur examine, à la lumière de cette notion de légitimité, ce qui a mené à l'altération des rapports entre les hommes, à la mise en place d'équilibres ou plutôt de déséquilibres nouveaux et à l'émergence des ressentiments suicidaires qui constituent la grande menace de ce XXI<sup>e</sup> siècle.



Remontant, avec simplicité et clarté, le cours de l'histoire depuis le démantèlement de l'Empire ottoman à nos jours, il explique l'essor des communautarismes et l'explosion des fanatismes par les défaites des nationalistes et revient, notamment, sur le parcours de **Gamal Abdel Nasser** qui demeure, malgré ses revers, la seule figure emblématique incontestée dans le monde arabe. Pour Maalouf, ce sont les échecs successifs des régimes qui se réclamaient du nationalisme arabe qui ont mené aux crispations identitaires et donné du crédit aux mouvements islamistes. En observateur lucide, loin des clichés et lieux communs médiatiques habituels, il « reproche aujourd'hui autant au

monde arabe l'indigence de sa conscience morale qu'à l'Occident sa propension à transformer sa conscience morale en instrument de domination », dit-il.

• Amin Maalouf préconise de dépasser les visions passées, qu'il évoque dans les « **certitudes imaginaires** », en cherchant à bâtir une solidarité nouvelle entre les hommes. « Une solidarité universelle, subtile, réfléchie, indépendante des religions sans être aucunement antireligieuse, une solidarité qui puisse transcender les nations, les communautés, les ethnies sans abolir le foisonnement des cultures ».

• Enfin, dans son épilogue, balançant entre inquiétude et espoir, Maalouf propose la seule alternative qui permette de « sortir par le haut » du dérèglement qui affecte le monde. Et qui consiste en l'adoption d'« une échelle des valeurs basée sur la primauté de la culture », qui engloberait une vision sage, équitable et renouvelée de la politique, de l'économie, du travail, de la consommation, de la science, de la technologie, du progrès, de l'identité, du religieux et de l'histoire.

Un livre à l'érudition lumineuse et au style magnifique, qui conclut sur l'aspiration trop perdue de vue du vivre ensemble.

Amin Maalouf, **Le dérèglement du monde**, Ed. Grasset, février 2009, 314 pages, 18€

## LIRE

### Communiquer c'est cohabiter !

Pour **Dominique Wolton**, spécialiste de la communication au CNRS, contrairement aux affirmations prématurées de **Mc Luhan**, idéologue techniciste du « village global », pas question d'une opinion publique ni d'une action politique mondiale. Chacun interprète « à sa manière » et

« selon son propre vécu » le message reçu, d'où qu'il vienne. Dans ce livre d'entretien avec **S. Paoli**, journaliste, et **J. Viard**, sociologue, **D. Wolton** souligne la complémentarité entre les médias de masse et internet qui fait la force de nos sociétés. Un média de la demande, internet, est toujours plus fort qu'un média de l'offre (presse) car, par définition, il vous apporte ce que vous voulez. Mais sa faiblesse, c'est que vous n'allez y chercher que ce que vous voulez.

Nous sommes peut-être des géants en matière d'information, mais restons des nains en matière d'action. C'est que, pour lui, il ne faut pas confondre l'information comme message et la communication, en tant que relation. La question de la cohabitation dans un monde global si petit devient dès lors centrale.

**Google** n'a fait que prendre une place laissée vide : « si l'idéologie de l'information et de la communication a pris autant d'importance depuis une génération c'est parce qu'il n'y avait pas d'autre utopie ». En 1989, « ce n'est pas la démocratie qui a gagné, c'est le modèle capitaliste », alors que si le communisme a échoué, « au moins était-il porteur de valeurs ».

La politique peut pourtant, si elle le veut, constamment relancer les dés dans un univers où la religion ne peut plus diriger et où le monde des affaires s'effondre régulièrement, enrichissant une fois de plus les riches et appauvrissant les pauvres.

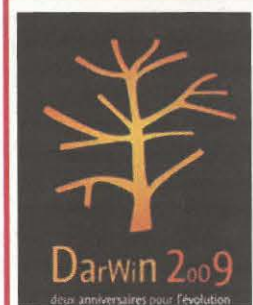
Le monde ouvert nous oblige à repenser trois concepts : identité, métissage et cohabitation, tous les trois étant engagés dans la problématique de la communication.

C'est pourquoi, oui, « **communiquer, c'est cohabiter** ». Un petit livre, dont chaque page brille d'idées pertinentes et non-conformistes.

**D. Wolton, Mc Luhan ne répond plus : Communiquer c'est cohabiter**, Editions de l'Aube, février 2009, 116 p., 11€



## VOIR...



### 2009 Année Darwin

L'année 2009 est à la fois celle du bicentenaire de la naissance de **Charles Darwin**, naturaliste anglais, père de la théorie de l'évolution et celle des 150 ans de la parution de son œuvre majeure « *L'Origine des espèces* ».

Commémorés en France et à l'étranger, ce scientifique et son travail font pourtant l'objet des attaques de tous les fondamentalismes créationnistes.

Depuis le 12 février, le muséum de Nantes propose ainsi deux expositions : « **De Toumai à Sapiens : la ruée vers l'Homme** » et « **Évolution** », un cycle de conférences et un colloque, et des visites commentées « **Sur les traces de Darwin** ».

Muséum de Nantes, 12 rue Voltaire  
Ouvert tous les jours de 10h à 18h, sauf le mardi et certains jours fériés.

## MÉDIAS

### Presse quotidienne : audience en hausse

En hausse de 2.3% sur la vague d'enquête janvier à décembre 2008 par rapport à la vague juillet 2007 - juin 2008, l'audience de la presse quotidienne confirme ses bons résultats de la vague précédente de l'étude **Epiq d'AudiPresse** qui fait référence dans la mesure d'audience de la presse quotidienne française. Basée sur un échantillon national représentatif de 25.500 interviews, elle est réalisée

tout au long de l'année par téléphone. Chaque jour en France, 24.3 millions de personnes lisent au moins un titre de presse quo-

lecteurs. En 2008 toutes les familles de la presse quotidienne ont vu leur audience progresser par rapport à la dernière vague d'enquête, sur-

	Nombre de lecteurs	Evolution vs 07-08
Quotidiens Régionaux	17.748.000	+2.6%
Quotidiens Nationaux	8.848.000	+0.9%
Quotidiens Urbains Gratuits	4.406.000	+4.0%
Hebdomadaires Régionaux	7.297.000	+1.2%

source Epiq 2008 nombre de lecteur d'au moins un titre par famille

tidienne, soit 48.6% de la population âgée de 15 ans et plus. Sur un an, la presse quotidienne a gagnée plus d'un million et demi de

tout les quotidiens régionaux et les gratuits, mais également les quotidiens nationaux. « Cette croissance de

l'audience est une bonne nouvelle pour la presse quotidienne souligne le directeur **d'AudiPresse**, société interprofessionnelle en charge de la mesure d'audience de la presse en France. « Pour la seconde vague d'enquête consécutive, toutes les familles de la presse quotidienne voient leur audience progresser, ce qui montre bien l'attachement des français à la presse d'information. » Une hirondelle ne fait certes pas le printemps, mais il y a bien là des arguments pour justifier l'aide au sauvetage d'une presse écrite qui, à l'heure d'Internet, n'est cependant plus autant boudée par ses lecteurs.



## près de vous

### Saint-Nazaire

#### Soutien des élus communistes aux quatre manifestants condamnés

Le 10 mars dernier les élus communistes se sont rendus devant le palais de justice de St-Nazaire, pour soutenir les quatre manifestants interpellés lors de la mobilisation du 29 janvier. Parmi eux, Alain MANARA élu à Saint-Nazaire, Michel GUILLET à Missillac ou encore Marc JUSTY à Saint-Joachim... Ensembles, ils ont répondu présent pour dénoncer ce qui s'apparente à une criminalisation du mouvement social.

### Rezé

#### Réforme territoriale : les inquiétudes du groupe communiste

Lors du conseil municipal du 15 mars dernier, Mireille PERNOT a fait part de ses inquiétudes à l'encontre du projet de réforme territoriale qu'elle qualifie « d'attaque sans précédent contre les collectivités, leur autonomie, leur financement ». Pour elle, les communes « perçues par tous comme des espaces de l'expression, de la démocratie et de la proximité sont vécues par la droite comme des obstacles ». Obstacles à des politiques ultra-libérales « mettant les universités en concurrence comme les entreprises, et regroupant les services publics en les éloignant encore davantage des citoyens ».

### Saint-Joachim

#### Conférence de presse

Lors de sa dernière conférence de presse le groupe unis à Saint-Joachim a dénoncé l'inertie dont fait preuve l'actuelle majorité municipale. Les projets retardés ou incohérents sont légion. Le groupe d'opposition aimerait que l'accent soit mis sur le logement, il avait d'ailleurs, alors qu'il était aux affaires, engagé deux projets qui devraient bientôt voir le jour. Force est de constater que la nouvelle équipe, elle, se soucie fort peu de l'habitat : en un an de mandat il n'y a eu aucun projet nouveau dans ce domaine.

### Besné

#### Maintien des services publics

Au nom de l'opposition municipale, Claude AUFORT a tenu à rappeler l'importance de l'agence postale communale et son rôle indispensable auprès des usagers. Il affirme que son maintien est primordial d'autant que le gouvernement « remet en cause la place et l'importance des services publics, avec des effets néfastes pour les communes rurales ».

## L'invité

### ■ Evolutions de l'offre et des tarifs des transports collectifs à Nantes Métropole

NLA a rencontré Yann Vince, président du groupe communiste de la communauté urbaine au sujet de l'offre et des tarifs de transport dans l'agglomération nantaise.

**NLA** - Le conseil communautaire de Nantes Métropole a lancé l'actualisation du Plan de Déplacements Urbains pour 2010-2020. Quelle appréciation les élus communistes portent-ils sur l'évaluation du précédent PDU ? **Yann Vince** - Des efforts importants, en particulier en termes d'investissements dans les transports en commun, ont été réalisés au cours du dernier mandat, notamment avec l'arrivée du Busway et le prolongement des lignes 2 et 3. Nous avons toujours soutenu le principe d'une diversité de l'offre dans l'agglomération (lignes en sites propres, réseaux de bus, navettes fluviales, réseaux multimodaux...). C'est pourquoi nous avons défendu (parfois avec succès, l'ouverture de la ligne de Beautour à Vertou) un maillage du réseau dit secondaire. **Nous inscrivons notre action dans une perspective de service public et non pas de service strictement commercial.** Pour nous le prochain plan de déplacements urbains s'agissant des transports en communs **doit être organisé autour de trois idées fortes : fréquence, régularité, complémentarité.** Nous apprécions ainsi de façon positive un partenariat avec la région et le département pour intégrer l'étoile ferroviaire et l'offre LILA au réseau de l'agglomération. Cela posera la question d'une tarification unique.



**Yann VINCE**  
Président du groupe communiste de Nantes Métropole

**NLA** - Justement concernant les tarifs, Nantes Métropole a décidé d'une hausse importante pour le 1<sup>er</sup> juillet 2009 (de 13 à 20 % pour certains abonnements). Comment les élus communistes se sont-ils positionnés sur cette hausse ?

**YV** - Nous sommes globalement d'accord avec la simplification de la grille tarifaire mais nous sommes évidemment attentifs à l'évolution des tarifs. D'abord, il faut bien reconnaître que l'Etat ne prend pas ses responsabilités et s'est totalement désengagé financièrement en matière de transports urbains. Ensuite le matériel roulant du réseau tram est vieillissant et il faudra bien envisager son remplacement. **Nous avons donc demandé un engagement ferme de Nantes Métropole pour assurer à la fois le remplacement de certaines rames et poursuivre une politique d'investissements correspondant aux besoins de la population.** La hausse des tarifs pour 2009 doit rester exceptionnelle et nous avons obtenu que les usagers les plus modestes ne soient pas pénalisés. Ainsi le ticket 24h/4 personnes permettant aux familles de se déplacer quel que soit le jour de la semaine est maintenu alors qu'il était envisagé de le supprimer.

## L'activité

### ■ Région

#### Plan de relance : la coquille vide !!!

Malheureusement, il faut bien parler de coquille vide, elle est comme ça la politique de M. Sarkozy dès qu'il est question de répondre aux exigences des citoyens : désespérément vide, seul l'habillage compte. Et bien que l'habillage soit un peu trop gros, trop épais, il cache mal les réalités. C'est ce qu'ont confirmé -chacun de leurs côtés- Hubert DELAHAIE et Gilles BONTEMPS tous deux membres du Conseil Régional au sujet du fameux plan de relance. Des 80 millions d'euros annoncés pour la région des Pays de la Loire c'est seulement 11 millions qui sont réellement dans le plan de relance. Comme l'a rappelé Hubert DELAHAIE : « **41 millions concernent des opérations déjà prévues au Contrat de projet 2007-2013 [...], 28 millions concernent des opérations déjà connues** ». 11 Millions d'euros, une peau de chagrin au regard du malaise économique et social, « **presque rien** » pour Hubert DELAHAIE qui compare cette somme avec celles qui seront investies par la région en 2009 : 566 Millions d'euros, ou encore par la CARENE : plus de 10 Millions d'euros. C'est cette hypocrisie du gouvernement et de son plan de relance qui vaudra à M. DEVEDJAN -lors de sa visite dans notre département- d'être pressé par Gilles BONTEMPS, d'apporter de vraies réponses et non de se contenter d'effets d'annonces et de saupoudrages.

### ■ Saint-Nazaire

#### Non à la réforme du Bac Pro

La suppression des Brevets d'enseignement Professionnel (BEP) et la généralisation du Bac Professionnel en trois ans inquiète nombre de professeurs, d'élèves et de parents d'élèves. En réponse à l'intersyndicale du Lycée Professionnel André BOULLOCHE de Saint-Nazaire, Alain MANARA, maire-adjoint communiste de la ville, entend dénoncer fermement la réforme imposée par M. DARCOS. Pour lui, l'objectif premier de cette réforme est de réaliser de substantielles économies. Il met en garde : « **Les mesures mises en œuvre impliquent des suppressions massives de postes, de sections, de filières entières voir même de Lycées Professionnels** ».

Les conséquences de cette réforme, à terme, se seront les élèves qui les paieront. Le BEP a permis à nombre d'entre eux d'obtenir un diplôme et une qualification. Comme le précise l'élus « **la suppression des BEP ne peut qu'entraîner un accroissement du nombre de sorties sans qualification car de nombreux élèves ne pourront accéder au Bac professionnel nouvelle formule** ».

Il en appelle lui, à un **service public de l'enseignement professionnel avec des dotations horaires suffisantes** et assure l'intersyndicale de la mobilisation des élus communistes afin de faire reculer le ministre sur ce projet.

### ■ Le Croisic

#### Patrick HAMON : Fermeture de la criée du Croisic et crise de la pêche en France

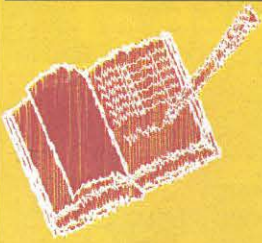
Le 3 février dernier, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Nazaire a réuni des élus du Conseil Général, des communes du Croisic et de La Turballe. Cette réunion avait pour but d'entériner la décision de la Chambre de Commerce de ne plus soutenir financièrement la criée du Croisic, donc sa fermeture et la création d'un point de vente unique à La Turballe sous forme de S.E.M (Société d'Economie Mixte). En contrepartie, on nous annonce le maintien d'un port de pêche au Croisic avec un point de débarquement du poisson. Mais pour combien de temps ? Car pour garder ce point de débarquement, il faudra investir pour maintenir la flottille de pêche le long des quais ; d'autant que pour notre commune, derrière la pêche, il y a le traict et ses conchyliculteurs et derrière encore, les marais salants et ses paludiers. Toucher à une des filières, c'est mettre en péril un équilibre écologique déjà fragilisé.

**Sur ce sujet : Silence le plus complet des élus UMP de la région !** Les principaux concernés, les pêcheurs, ont fait le constat qu'il fallait passer à autre chose. La conjoncture économique, l'acharnement de la commission pêche de Bruxelles et surtout le manque de courage politique de nos élus ont rendu le métier intenable. Aujourd'hui, nous parlons du Croisic, mais c'est toute la façade maritime française qui est menacée. L'Etat trouve des milliards pour sauver les banques mais ne propose rien pour sauver la filière pêche.





## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### NANTES

Assemblée générale de section **Mardi 24 Mars** à 18H30 à la fédération

### Saint-Nazaire

**Vendredi 27 mars :** Conférence-débat sur la situation à Gaza à l'Agora à 20H30. Marc Everbecq, Maire PCF de Bagnolet (Seine St Denis), de retour de Gaza, est l'invité de cette conférence-débat.

### Saint-Herblain Gesvre et Cens

**Vendredi 27 mars :** Assemblée générale de la section à 19H, salle de la roussière à la Chapelle sur Erdre.

### NANTES

**Mardi 7 avril :** Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

## Les communistes mobilisés pour le 19 mars

Aussi bien à Saint-Nazaire, à Nantes, à Ancenis comme à Châteaubriant, les militants communistes se sont largement mobilisés pour la grande journée de manifestations du 19 mars. Après avoir distribué 30 000 tracts d'appel à la mobilisation dans tout le département, aux portes des entreprises, sur les marchés et lors de diverses initiatives, les militants du PCF se sont retrouvés dans les cortèges pour soutenir les revendications syndicales et populaires. **A Nantes et Saint-Nazaire des points de rencontre du Parti communiste ont été organisés sur le passage des manifestations,**



**banderoles, drapeaux, tracts, badges, slogans, sono ou buvette** étaient de la partie. Les communistes ne sont pas passés inaperçus, ils ont pu avoir des échanges constructifs autour de la situation politique et sociale difficile que traverse notre pays et le monde.

Face à la droite et à son entêtement idéologique à poursuivre ses politiques destructrices d'emplois et ravageuses de pouvoir d'achat, les communistes ont avancé leurs propositions et ont mis en avant la



construction du front de gauche pour les élections européennes. Une démarche qui se veut une réponse politique à la colère sociale et aux exigences populaires formulées dans les cortèges.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : nlapublicite@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Michel DEJEU  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE  
Manu BLASCO  
Jérôme TURMEAU



## Vite lu...

### COMMENT CALMER LES FRANÇAIS?



### Par Marine Pomares, Lycéenne

Chers camarades,  
Nous voulons tous une mobilisation de

chacun certes, mais pour cela, il faut que l'on s'en donne les moyens. Soyons tous solidaires les uns envers les autres, écoutons-nous. C'est ensemble que l'on apportera les réponses à nos questions. C'est ensemble



que nous serons les plus aptes à défendre nos droits, pour enfin apporter des changements à ce

divise tant. Dès notre plus jeune âge on nous parle des devises de la France : Liberté, égalité, fraternité. Ces mots me paraissent galvaudés dans la vie quoti-

**« Dès notre plus jeune âge on nous parle des devises de la France : liberté, égalité, fraternité. Ces mots me paraissent galvaudés dans la vie quotidienne. »**

gouvernement. Notre gouvernement qui est en constante chute nous oblige à fermer les yeux sur certains faits tels que cette hiérarchie qui nous

divise tant. Dès notre plus jeune âge on nous parle des devises de la France : Liberté, égalité, fraternité. Ces mots me paraissent galvaudés dans la vie quoti-

Mais posons-nous la question, sommes nous vraiment aussi libres qu'on le pense? On nous force à nous culpabiliser. On nous remplit la tête par divers processus, comme par exemples : les pubs, qui, indirectement nous amènent à consommer. Je nous qualifierais de moutons qui attendent sagement leurs tours pour aller à l'abattoir. Parlons de l'égalité. L'égalité est un très grand mot, facile à comprendre mais tellement difficile à appliquer. Devant la réalité du quotidien, la puissance et la richesse ont souvent tendance à être privilégiés. Ceci

est bien connu riche ou pauvre, nos droits diffèrent. Parlons également de la redistribution des richesses. N'est-ce pas utopique de penser que cette dernière puisse être mise en place, dans la mesure où le naturel égoïsme de l'homme prime. Je finirais en traitant ce dernier point qui n'est autre que la fraternité. La fraternité est très importante, elle est le lien qui nous unit tous. Soutenons-nous ! Je nous souhaite de respecter ce grand mot qu'est la fraternité. Camarades, un long et dur combat nous attend.

Marine